La Petite histoire

de la Table ronde des OVEP de l'Outaouais (TROVEPO)

1973-2013

40 ans de luttes

Le présent recueil a été demandé à l'AGA de septembre 2013 pour commémorer les quarante ans de la Table ronde des OVEP de l'Outaouais. Le comité exécutif espère qu'il répond aux attentes.

Nous signalons avec gratitude le travail incroyable réalisé par les hommes et les femmes qui, au cours des 40 dernières années, ont contribué à bâtir la TROVEPO de 2014. Même si nous ne vous connaissons pas, vous nous avez légué un regroupement fort, dynamique et actif dont les orientations se situent, à tous les égards, en lignée directe avec les vôtres. Du fond du cœur, les membres actuels vous disent un grand merci.

Les membres désirent également remercier la communauté des **Sœurs de la Charité d'Ottawa** de leur soutien politique et financier fidèle et constant depuis plus de 15 ans. Sans cet appui annuel, qui complète un soutien financier insuffisant du gouvernement du Québec, l'histoire de la TROVEPO aurait été fort différente.

Le comité exécutif de la TROVEPO 2014.

1973 – 1996
Contrôlons notre financement

Puisque la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais (TROVEPO) est un regroupement, on se doit de remonter son origine à l'histoire des premiers groupes populaires qui l'ont mis sur pied. [1]

Le tout a commencé en 1968 avec la naissance des premiers comités de citoyenNEs de Hull. Ceux-ci sont mis sur pied à la suite d'une enquête-participation, née du questionnement du premier évêque du diocèse de Hull, Paul-Émile Charbonneau, et d'autres organismes d'intervention sociale. L'enquête vise à cerner pourquoi les résidants de l'Île de Hull ne participent pas ou peu aux décisions politiques, économiques et sociales touchant leurs conditions de vie et de travail. Les résultats permettent de constater que beaucoup de personnes vivent les mêmes conditions difficiles et qu'elles ont tout intérêt à s'associer dans des organisations pour défendre leurs intérêts. Ainsi sont nés les premiers groupes populaires.

Dès ses origines, la TROVEPO (et ses groupes membres) a été mêlée de près dans les luttes pour améliorer les conditions de vie des milieux populaires et ouvriers. Né dans un contexte de résistance populaire à l'expropriation et au réaménagement urbain, le regroupement endosse une conception de l'éducation populaire autonome qui lie l'action transformatrice à l'éducation conscientisante.

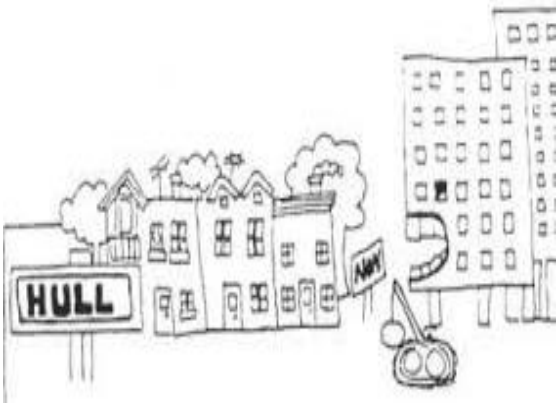
Rapidement, les groupes populaires convergent, d'abord au sein de l'Assemblée Générale de l'Île de Hull (AGIH) qui devient, en 1972, le Regroupement des Comités de Citoyens de Hull (RCCH). À tour de rôle, ces deux organismes

[1] Cette partie de l'historique a été inspirée par les documents rédigés à différents moments par l'équipe de la TROVEPO des années 80 et 90. Nous désirons remercier ainsi Guy Fortier, Nicole Grenier-Duguay, Nicole Touchette et Marc Turgeon (CPRO). Les erreurs appartiennent à ceux qui les suivent. Par ailleurs, nous avons choisi d'écrire ce texte pour les lecteurs et lectrices des années 2010. Ainsi la « Table ronde » des textes originaux devient la TROVEPO; A.C.E.F devient l'ACEF, travailleurs(euses) devient travailleurEUSEs…

mènent différentes luttes contre les expropriations massives du «vieux Hull» et la présence envahissante du gouvernement fédéral. Ils luttent pour l'obtention d'un feu de circulation, pour défendre leurs droits d'assistéEs sociauxALES. Des luttes sont également menées pour des services tels le Dispensaire des CitoyenNEs de Hull[2], les Marraines, une garderie populaire, un journal populaire et le Centre d'animation familiale (CAF).

Éducation populaire autonome et la TROVEPO

Les premiers groupes populaires portent une préoccupation importante de conscientisation et de mobilisation de la population. Pour ce faire, ils développent des outils et des pratiques dont l'objectif explicite est la transformation ou l'amélioration des conditions de vie ou de travail du milieu populaire et ouvrier par des projets, activités et actions prises en charge par les personnes directement concernées. L'approche s'appelle l'éducation populaire autonome (ÉPA). Contrairement à l'éducation institutionnelle, une démarche en ÉPA fait en sorte que chacun et chacune se situent dans un rapport d'égal à égal. Son point de départ est « le vécu quotidien » des gens. Elle se veut une éducation libératrice.



Le financement et la naissance de la TROVEPO

Avec plusieurs organismes du Québec, dont l'Institut Canadien de l'Éducation aux Adultes (ICEA), les groupes de l'Outaouais, réunis en Table Ronde, la première du genre au Québec, identifient l'importance

[2] Devenu Action Santé Outaouais en 1995.

de trouver un financement pour les activités éducatives des groupes populaires. Ensemble, ils font des pressions auprès du gouvernement du Québec afin de faire reconnaître et financer cette éducation populaire au service du monde et cela, au même titre que l'éducation conventionnelle.

Suite aux pressions, le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère de l'Éducation (MEQ), instaure le programme d'aide aux Organismes Volontaires en Éducation Populaire (OVEP, 1971-72). [3] Ce programme de financement public est le tout premier destiné exclusivement à financer la réalisation d'activités d'éducation populaire autonome réalisées par des groupes « autonomes » au Québec.[4]

En 1973, huit (8) groupes populaires de la région reçoivent des sous du programme d'aide aux OVEP.[5] Ils décident de se regrouper sous la bannière de la

Le plus vieux regroupement du Québec?

La **Table ronde des OVEP de l'Outaouais (TROVEPO)** est-elle le regroupement d'organismes populaires et communautaires autonomes le plus ancien de tout le Québec? Tout indique que oui.

La TROVEPO est le plus vieux regroupement régional du MÉPACQ et le MÉPACQ est le regroupement multisectoriel le plus ancien au Québec. La TROVEPO est plus vieille que le Front commun des personnes assistéEs sociales, le FRAPRU, l'R des Centres des femmes…

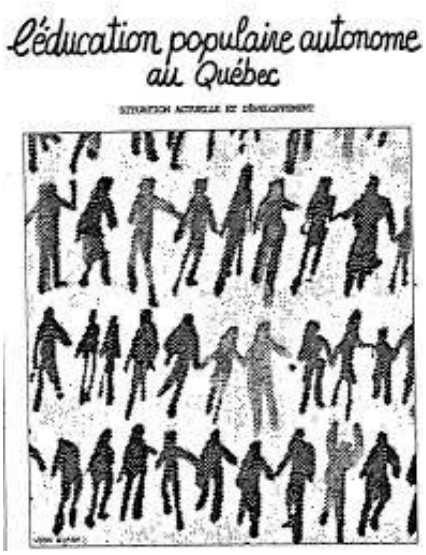
Table ronde des OVEP de l'Outaouais. L'objectif premier du nouvel organisme *« est de rendre accessible aux différents comités de citoyenNEs le programme de subvention et de s'assurer ensemble le financement d'activités jugées prioritaires et ainsi assurer un meilleur fonctionnement des groupes. »*

Dès le début, le fonctionnement de la TROVEPO témoigne de la volonté de promouvoir une pratique de solidarité financière entre ses membres. L'argent étatique reçu individuellement par chacun des huit groupes est mis en commun pour être ensuite redistribué de façon autonome selon les besoins de chaque groupe et du milieu.

[3] Le programme des OVEP est bonifié et se transforme en deux programmes séparés en 1987 : le programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) et le programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA). Les deux programmes disparaissent avec l'adoption de la politique gouvernementale de reconnaissance de l'action communautaire (2001).

[4] Pour la petite histoire, le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), du ministère de la Santé et des Services sociaux, est créé en 1975.

[5] Voir l'Annexe #1 pour l'évolution des groupes membres de la TROVEPO du 1973 à 2013.



Après deux ans de fonctionnement collectif informel, les groupes décident de faire reconnaître officiellement la TROVEPO comme demandeur unique de financement et ils en font la demande au MEQ. Devant le refus du gouvernement en 1975, les groupes retournent à Québec la subvention qu'ils ont reçue chacun individuellement et demandent de la recevoir de façon collective. Les groupes se rendent à Québec deux ou trois fois pour revendiquer leur point de vue sur l'importance d'être reconnu comme collectif.

Après des négociations serrées, c'est la grande victoire. À l'automne 1977, le MÉQ accepte d'accorder l'accréditation unique à la TROVEPO et de lui verser une seule subvention qui sera redistribuée auprès de ses membres.

Les avantages de ce type de fonctionnement collectif sont multiples. D'abord il exprime une solidarité inter-organismes remarquable puisqu'il implique l'obtention d'un consensus autour des décisions concernant le partage du financement entre les groupes. D'ailleurs, au fil des ans, les groupes réunis en assemblée générale ont changé à quelques reprises la façon de répartir la subvention selon des priorités choisies collectivement à la TROVEPO.

Politiquement, le fonctionnement par demande unique permet aux groupes de l'Outaouais d'identifier leurs propres priorités en termes d'activités à faire financer, sans être pris en otage par le processus provincial d'accréditation. Ainsi de nouveaux groupes ont pu naître grâce à ce partage financier et se développer à leur rythme avec l'expertise et l'appui des groupes mis aussi en commun.

Côté administratif, puisque la TROVEPO est le seul organisme à présenter une demande de subvention, chacun des groupes passe individuellement moins de temps à préparer et à remplir les formulaires.

Enfin, même si un groupe éprouve des difficultés temporaires, le fonctionnement par demande unique permet aux autres groupes de le soutenir et

d'être solidaire pour l'aider sans que sa subvention soit menacée.

La TROVEPO sera le seul regroupement régional au Québec à obtenir le statut d'accréditation unique auprès du MEQ.[6]

Un collectif financier qui veut dépasser le MEQ

Pour les membres de la TROVEPO, le fonctionnement en collectif de solidarité financière représente une force. Après avoir été reconnus par le MEQ, ils tentent de se faire reconnaître de la même façon auprès de la Commission Scolaire Régionale de l'Outaouais (CSRO).

À l'époque, la *CSRO* reçoit une enveloppe budgétaire pour financer des activités d'éducation populaire faite par les groupes de son territoire.[7] Après une courte lutte, la commission scolaire reconnaît, en 1978, la TROVEPO comme interlocuteur unique pour négocier et gérer globalement une subvention destinée à financer la réalisation et la tenue des activités de ses membres.

Mais en 1979, la présidente de la Commission scolaire bloque l'entente avec les groupes. On refuse de subventionner la Table comme collectif puisque jugé trop politique, mais on est prêt à subventionner les groupes un à un (pouvant, de cette façon, se montrer sélectif et financer bien qui on voudra). S'ensuit une bataille de trois ans au bout de laquelle la TROVEPO conclut une nouvelle entente avec la commission scolaire qui reconnaît le regroupement à nouveau comme négociateur et fiduciaire au nom de ses membres. Plus il y avait d'activités réalisées sur son territoire et de personnes inscrites à celles-ci, plus la CSRO recevait du financement pour son fonctionnement. Les groupes autant que la CSRO s'en trouvaient gagnants. Cette fois, l'entente n'est pas signée avec les fonctionnaires, mais bien avec l'ensemble des commissaires et le Directeur général.

La même demande d'être reconnu comme interlocuteur unique de ses groupes membres est lancée à Centraide

[6] Pour la petite histoire, le Regroupement régional à Québec-Chaudière/Appalaches a également fait une demande regroupée; à la différence de l'Outaouais, chaque groupe (sauf exception) à Québec était individuellement accrédité par le MEQ. Deux regroupements nationaux sectoriels avaient également un fonctionnement collectif, soit la Fédération des familles monoparentales et recomposées du Québec et la Fédération des ACEF. À cette époque, la *Nouvelle gestion publique* n'est pas encore dans le décor.

[7] Pour la petite histoire, dans les années 70 et 80, le MEQ finançait trois volets d'éducation populaire : dans les Commissions scolaires; en milieu syndical; et au sein des groupes populaires autonomes. Les deux premiers ont été abandonnés à la fin des années 1980.

Outaouais. Cependant, après une longue lutte, la démarche échoue parce que Centraide ne veut pas prendre le risque de financer via la TROVEPO des activités à caractère «politique».

Une lutte permanente et ardue

Si la demande regroupée au sein d'une accréditation unique comporte plusieurs avantages, son maintien comprend également certains désavantages, dont (et pas la moindre) la remise en question constante par le MEQ.

En effet, souvent dans la période entre 1980 et 1990, la TROVEPO et ses membres doivent repousser les attaques du ministère à l'égard du fonctionnement collectif. À chaque fois, les groupes se battent pour la conserver et pour garder l'autonomie financière qu'elle leur confie.

En 1995, suite au dépôt d'une demande d'accréditation individuelle de trois groupes membres auprès du MÉQ, Jean Garon, le ministre de l'Éducation annonce la fin de la demande unique.

Encore une fois, les groupes sont mécontents. Ils font des représentations auprès du successeur de Garon. Celle-ci, Pauline Marois, connait bien la dynamique de la région.[8] Elle accepte de conserver la demande concertée à condition que la TROVEPO établisse un processus de dissociation pour un groupe membre qui souhaiterait laisser ce mode de fonctionnement collectif.

L'arrivée de la politique de reconnaissance d'action communautaire (PRAC-2001), et la conséquente abolition du programme de financement de l'ÉPA du MEQ, sonne le glas de

Le Fonds Populaire de Solidarité

Le refus de Centraide de reconnaitre la TROVEPO comme collective entraine la création, en 1981, du Fonds populaire de solidarité de l'Outaouais par les groupes membres de la TROVEPO. Se voulant un outil d'auto financement, le Fonds Populaire permet aux groupes de prendre en charge collectivement le financement de leurs activités par une sollicitation publique collective et des activités de levée de fonds annuelles auprès de la population. Les sommes se redistribuent entre les membres selon une répartition choisie collectivement.

En 2003, les groupes conviennent d'abandonner le FPSO comme outil collectif de financement. La TROVEPO devient la partenaire privilégiée du Fonds.

[8] Mme Marois a travaillé comme permanente à l'ACEF-Outaouais dans les années 1970 et a été la première directrice du CLSC de l'île de Hull.

la demande regroupée de l'Outaouais.

L'éducation populaire et les luttes : 1973-96

Même si la bataille pour le financement et le maintien de la demande regroupée est la mission principale du regroupement dans les 25 premières années de son existence, la TROVEPO était le seul regroupement multisectoriel de la région à s'être toujours occupé des luttes politiques. D'ailleurs, celles-ci sont au cœur même de sa compréhension de l'éducation populaire autonome.

Le MÉPACQ

La TROVEPO est membre fondatrice, avec trois autres regroupements régionaux en éducation populaire (Québec, Montréal, Estrie), du **Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire** en 1981. Le MÉPACQ est toujours notre regroupement national.

En 1981, les groupes membres de la TROVEPO, en solidarité avec les autres groupes membres du MÉPACQ, adoptent la définition suivante de l'éducation populaire autonome :

« Un ensemble d'activités qui nous permettent d'apprendre et de réfléchir ensemble avec d'autres sur nos conditions de vie et de travail. Ces activités nous permettent de prendre conscience de nos capacités personnelles et des actions que nous pourrions entreprendre avec d'autres pour améliorer nos conditions de vie et de travail. En améliorant et transformant nos conditions de vie et de travail, tout en prenant conscience de nos capacités personnelles et collectives, nous visons à changer notre quartier, notre village, notre ville, bref, la société. »[9]

La TROVEPO travaille d'arrache-pied pour faire enraciner les pratiques d'ÉPA au sein de ses groupes membres. À cet égard, Gertrude, personnage sympathique et fictif, fait son apparition, entourée d'une série de personnages aussi sympathiques les uns que les autres.[10] La TROVEPO produit

[9] La définition formelle du MÉPACQ, adoptée en 1981, est celle-ci : *« L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, C'EST… l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. »* Dans l'esprit de rendre cette définition plus accessible aux membres de la base, la TROVEPO l'a retravaillée.

[10] Dans ce sens, le projet de bandes dessinées « Vivre Ma Citoyenneté », tant aimé de la

également *« Le Coffre à outils en éducation populaire autonome»*, une série de plaquettes, très courue dans l'Outaouais et ailleurs, illustrant de façon accessible comment rendre l'ÉPA vivant au sein d'un organisme. Enfin, la Ligue d'improvisation populaire (la LIP) (1982-1984) est un succès monstre. Tenant séance à l'agora de l'École polyvalente de l'Île, cette activité mensuelle d'improvisation théâtrale et de conscientisation politique, organisée par le MAC-O et la TROVEPO, réunit jusqu'à 200 militantEs par soir.

Tout le travail en éducation populaire aboutit forcément dans des luttes pour améliorer les conditions de vie de la classe populaire et ouvrière de l'Outaouais. [11] On se fie sur un document historique de la TROVEPO pour en traduire l'esprit :

« Bien sûr, les groupes populaires mènent aussi des actions concrètes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Mais il est important de préciser que notre action ne se limite pas à nos membres seulement ou même au secteur de la population que nous touchons directement.

Lorsque le comité des travailleurs(euses) accidentés(es) présente un mémoire en commission parlementaire sur la santé-sécurité en milieu de travail, c'est l'ensemble des travailleurs(euses) qui est concerné par ces revendications.

Lorsque le Mouvement action-chômage mobilise les travailleurs(euses) avec ou sans emploi face à une diminution de la semaine de travail ou à une politique de plein emploi, cette action englobe les revendications fondamentales de tous les travailleurs(euses).

Lorsque le comité Logmen'occupe manifeste pour obtenir de meilleures conditions de logement, lorsque les six garderies populaires de la Table Ronde revendiquent plus de garderies populaires et plus de subventions pour fonctionner, c'est à l'ensemble des travailleurs(euses) avec ou sans emploi que cela profite. »[12]

La TROVEPO a résisté aux Boubou-macoutes, des enquêteurs engagés par le gouvernement Bourassa pour trouver des "fraudeurs à l'aide sociale" (1980)

ministre Maltais, est en continuité avec la tradition de Gertrude…

[11] Pour la petite histoire : À la suite d'une initiative du RCCH, l'ancêtre de la TROVEPO, le Front commun des personnes assistées sociales (FCPAS) est né en 1974. Les groupes de l'Outaouais étaient également très présents lors de la fondation du FRAPRU en 1978.

[12] TROVEPO, *« Les liens entre le mouvement syndical et le mouvement populaire »*, document non daté.

Dès ses origines dans les luttes populaires pour le maintien des quartiers populaires, la TROVEPO a tissé des liens de solidarité avec les acteurs de transformation sociale de la région. Dans cette mission, le lien entre la TROVEPO et le monde syndical occupe une place importante. D'ailleurs, le comité éducation de la CSN Outaouais a même été longtemps membre auxiliaire de la TROVEPO tout comme Développement et Paix de l'Outaouais pour son travail d'action et d'éducation à la solidarité internationale.

Dès les premiers Fronts communs dans les secteurs publics et parapublics (1972, 1983), les groupes populaires prennent une part active aux lignes de piquetage et donnent des appuis concrets aux syndicats de la région en solidarité avec leurs revendications.

Lors de l'importante grève chez E.B. Eddy en 1975, plusieurs groupes populaires en lien avec Comité de solidarité des travailleurs de l'Outaouais soutiennent activement les grévistes. Un spectacle-bénéfice est organisé avec des artistes de la région (l'Hiver Show) pour venir en aide aux travailleur EUSEs. De plus, l'ACEF de l'Outaouais offre aux grévistes un service de consultation budgétaire ainsi qu'un service de négociation avec les banques et caisses populaires des grévistes.

La Coalition populaire régionale de l'Outaouais (CPRO)

Si la TROVEPO ne mène pas elle-même des luttes pour une bonne partie de son histoire, elle joue souvent le rôle de réunir les forces progressistes de la région.

Ainsi, elle est à l'origine de la *Coalition populaire régionale de l'Outaouais (CPRO)*. Membre de Solidarité populaire Québec, la CPRO, qui partage les locaux de la TROVEPO, regroupe, pendant une dizaine d'années, des acteurs syndicaux, populaires et communautaires de la région. Elle mobilise ses membres, dont la TROVEPO, pour résister aux accords du libre-échange liant le Canada aux États-Unis (1976) et au Mexique (1994). Elle travaille d'arrache-pied contre la réforme Axworthy qui a réorganisé (à la baisse) l'implication du fédéral dans le champ social (aide sociale, chômage, logement, santé, éducation post secondaire). Enfin, la CPRO a été très active dans la démarche (1987 à 1993) menant à l'adoption de la Charte d'un Québec populaire.

La préoccupation de la TROVEPO de faciliter le travail avec le milieu syndical et d'autres secteurs du communautaire se poursuit plus tard avec la création du Réseau Vigilance Outaouais (RVO).

Les groupes populaires, dont la TROVEPO, prennent part à la grande manifestation du 21 novembre 1981 contre la hausse du coût de la vie et la hausse des taux d'intérêt. Ils sont présents également à la « Grande Marche des travailleurEUSEs avec ou sans emploi » en mai 1983 où l'on revendique un programme de plein emploi.

En 1982-1983, le Mouvement Action-chômage, avec les comités de condition féminine des syndicats et plusieurs groupes de femmes, dénoncent et réclament des améliorations à la loi de l'assurance-chômage concernant les prestations de maternité.

Enfin, signalons le rôle constant de la TROVEPO et de ses groupes membres à l'organisation de la Fête du 1er mai. Grâce à cette implication, durant toute la période des années 80 et 90, la Fête des travailleurs et des travailleuses, avec ou sans emploi, demeure un moment privilégié où les groupes populaires rencontrent le mouvement syndical.

Photo historique
Vincent Greason (à gauche, naturellement) et
Guy Fortier (à droite, comme d'habitude)
Guy travaille 16 ans à la TROVEPO, Vincent, 12 ans.

Quelques clichés

Manif contre le projet de réforme de l'Aide sociale, 1997

La TROVEPO fête les 50 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 1998

L'éducation populaire autonome peut prendre plusieurs formes: ici un épicier, une tomate (2002) et un lutteur contre la pauvreté (2011)

Contre la taxe la santé et hausses d'Hydro et de frais de scolarité, 2012

Coalition de la main rouge, Montréal, 2010

Rassemblement, Coquelicot blanc, 2013

2000-2014

Une TROVEPO reconfigurée

L'arrivée de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire (PRAC-2001) met simultanément fin au PSÉPA et à la pratique d'une demande regroupée dont la TROVEPO était la fiduciaire.

N'étant plus réunis autour du partage d'une subvention, les groupes membres de la TROVEPO doivent s'entendre sur une nouvelle base d'adhésion. Une démarche de dix-huit mois est entamée en 2005 qui permet l'identification d'une nouvelle plate-forme d'adhésion au regroupement. En cohérence avec son histoire et ses racines, celle-ci précise que les membres se regroupent au sein de la TROVEPO pour travailler ensemble à la réalisation d'un projet de société, axé sur la justice sociale, la pleine réalisation des droits humains et un respect pour l'environnement. La plate-forme est adoptée en assemblée générale annuelle de 2007.[13]

Dans les mois suivant l'adoption de la plate-forme, plusieurs groupes quittent le regroupement, ne s'y retrouvant plus dans les nouvelles orientations.

Congrès d'orientation national

En 2001, et face à la disparition imminente du PSÉPA dont la lutte pour le maintien et la bonification accaparent beaucoup d'énergie durant les années 80 et 90, le MÉPACQ déclenche un Congrès d'orientation. Au bout de cet exercice démocratique, le regroupement national se donne deux champs d'intervention, soit les **luttes sociales** et **la lutte pour la reconnaissance et le financement** nécessaires pour mener des luttes sociales.
L'éducation populaire autonome est identifiée comme le moyen pour intervenir dans ces deux champs d'intervention

Par contre, beaucoup d'autres se joignent.

Un coup d'œil au tableau sur l'évolution des membres de la TROVEPO (qui se trouve à la fin du document) permettra de constater le changement important survenu entre 2002 et 2013.

[13] Les orientations de la TROVEPO, 2007

Un milieu communautaire en transition

L'adoption de la PRAC crée des remous dans le milieu communautaire. La disparition du PSÉPA, la base d'adhésion historique à la TROVEPO, fait surgir de questionnements. Voici un court extrait du ***Bilan d'activités*** *(TROVEPO- 2002)*

« Il est évident que nous, les groupes membres de la TROVEPO, aurons des choix à faire si nous voulons garder vivantes nos pratiques d'ÉPA. Nous aurons des choix à faire concernant l'utilisation du financement étatique. La formation de nos membres va-t-elle être prioritaire dans la vie de notre groupe ? […]

« Les permanentes, vont-elles passer tout leur temps à se concerter en dehors du groupe ou resteront-elles au sein du groupe pour travailler avec nos membres dans des démarches de conscientisation ou pour travailler à rendre plus solides les structures démocratiques de nos organismes?

« Notre organisme se voit-il comme un fournisseur de service à des « clients-consommateurs »? Où, dans le contexte inévitable d'octroi de service, allons-nous avoir la préoccupation de consacrer temps et énergie au développement de stratégies pour transformer les « consommateurs de services » en membres actifs? »

Les Campagnes et activités

Le début des années 2000 est marqué par la montée de la mondialisation du néolibéralisme. De nouveaux projets d'ententes commerciaux (dont la Zone de libre-échange des Amériques -ZLÉA et l'Accord multilatéral sur des investissements -AMI) suscitent une résistance des milieux progressistes au Québec.

La TROVEPO est partie prenante du mouvement de résistance. De concert avec Développement et Paix et le Conseil central de la CSN, elle réalise, sur le territoire de l'Outaouais, le *Consulta* (2002-2003). Cette campagne, qui se déroule partout au Québec, combine une démarche éducative sur les enjeux du

Colloque sur le Bien commun (2006)

Organisé conjointement avec le FPSO, le colloque réunit 175 personnes pour explorer l'impact du néolibéralisme sur notre milieu tout en identifiant des forces de résistance qui s'opposent à cette *idiot-logie*…

Richard Desjardins, chanteur bien connu, y prononce une conférence sur la forêt boréale comme victime québécoise du néolibéralisme.

néolibéralisme à un vote populaire sur la ZLÉA.

De cette même période est née la campagne *« Ceci n'est pas une tomate »* (2003-4).

Née dans l'Outaouais, mais reprise également en Mauricie et en Montérégie, la campagne se sert de la tomate pour comprendre la mondialisation. En effet, cet aliment (un fruit ou un légume?) permet d'aborder la plupart des thèmes propres à la mondialisation du néolibéralisme : les ententes commerciales, la réorganisation de l'industrie épicière québécoise, les OGM, la déréglementation de l'industrie du camionnage et de l'inspection environnementale, la syndicalisation… Mélangeant l'humour (« Tomate académie ») au sérieux (le prix « La Tomate du mois ») la campagne permet aux membres de mieux comprendre la mondialisation du néolibéralisme.

Virage vers les droits humains

La base d'adhésion précise que le travail des membres se fait dans le sens de bâtir un projet de société axé sur le principe du respect des droits humains. À ce sujet, la TROVEPO lance le *Certificat en défense des droits* en 2008. Celui-ci est composé d'une dizaine d'ateliers (droits des femmes, personnes handicapées, travailleurEUSEs, etc.) offerts (pour la plupart) par les membres de la TROVEPO. Le « Certificat » est un prétexte pour permettre aux travailleur-EUSEs, membres et militantEs de parler et réfléchir sur des enjeux politiques. En date de 2014, plus de deux cents individus sont rejoints par cette initiative et une trentaine ont reçu leur certificat.

La TROVEPO s'implique également dans plusieurs luttes spécifiques où les droits humains sont en jeu. Concernant le droit à l'éducation, la TROVEPO soutient activement le mouvement étudiant à deux reprises : lors de la grève de 2005 et lors de la grève de 2012. Par la suite, les membres de la TROVEPO adoptent un positionnement concernant leur compréhension du droit à l'éducation.

La TROVEPO intervient également sur le rétrécissement du droit d'association et du droit d'expression. Souvent de telles interventions impliquent une interpellation des pratiques policières.

Ainsi, à Montebello (2007), des policiers, déguisés en manifestants et roches en main, incitent une foule pacifique à poser des gestes de violence lors du Sommet des amigos. La TROVEPO, en conférence de presse, exige que le gouvernement Harper tienne une enquête publique et autonome. Sans réponse à notre demande, des manifestantEs, déguiséEs en policiers (sans roches en main), occupent les bureaux du ministre Lawrence Cannon…

Lors du G-20 à Toronto (2010), plus de 1200 manifestantEs sont détenuEs dans la plus vaste opération de détention préventive dans l'histoire canadienne. Beaucoup de personnes arrêtées sont des québecoisEs, dont plusieurs de Gatineau. La TROVEPO demande encore une enquête publique et autonome de cet abus d'autorité policière.

Subséquemment, lors de la grève étudiante(2012), des centaines de manifestantEs sont arrêtéEs à Gatineau. Alors que toutes ces personnes ne faisaient que revendiquer le droit à l'éducation, en exerçant leur droit d'association et leur liberté d'expression, la TROVEPO dénonce cet abus du pouvoir et interpelle les éluEs de ville de Gatineau lors d'une conférence de presse. Elle recueille plus de 10 000$ dans un fonds légal pour aider les accuséEs à défrayer leurs frais juridiques.

La police n'est pas toujours gentille

L'intervention de la TROVEPO sur les pratiques policières ne date pas de 2011.

En 1990, la TROVEPO, de concert avec la *Ligue des droits et libertés* et d'autres groupes de la région, a poursuivi la Sureté du Québec pour son utilisation d'un indic (taupe) au sein des groupes populaires de l'Île de Hull.

Les groupes « *reprochent à la Sûreté du Québec d'avoir violé leurs droits fondamentaux en utilisant un informateur pour les surveiller et recueillir des informations sur eux à l'occasion de diverses activités, telles le passage à Hull de la Commission populaire itinérante. Ils sont d'avis que ce type d'action policière ne peut se justifier dans le cadre d'une société libre et démocratique.* »

Source : Communiqué conjoint LDL, CPRO 21-05-91

Droit au logement et lutte à l'itinérance – Loin d'être le locuteur principal de la région sur la question du droit au logement, la TROVEPO a néanmoins joué un rôle important dans la campagne du milieu pour sauver le Gite-Ami, un refuge pour personnes itinérantes (2002). Par la suite, elle participe à la création de la Coalition Urgence Logement qu'elle soutient pendant plusieurs mois.

Droit à la santé - La TROVEPO et plusieurs de ses groupes membres participent et soutiennent l'enquête conscientisante (2009-2011) réalisée par le Comité des sans-médecins et Action Santé Outaouais. L'enquête, tout en relevant l'ampleur des violations du droit à la santé, formule plusieurs recommandations populaires pour redresser les violations identifiées. Le regroupement participe également à *Outaouais à l'urgence (Phase II)* (2007-2009) Durant son existence, cette coalition – où se trouvent également la CSN et la FIIQ, réalise une série d'actions et de mobilisations pour redresser l'iniquité des ressources octroyées à l'Outaouais en matière de santé.

Pour la TROVEPO, la **pauvreté** représente une violation des droits humains. Sur cette base, le regroupement – et plusieurs de ses membres- mettent énormément de temps, d'énergie et ressources pour faire rayonner le Collectif régional de l'Outaouais (CRO) pour un Québec sans pauvreté. Instigateur du CRO dans la région à la fin des années 90, la TROVEPO poursuit fidèlement son implication au sein du collectif pendant plus de 10 ans. Pour le CRO, elle réalise des formations sur divers aspects de la pauvreté, fait des analyses, produit des données régionales et mobilise. Avec la dissolution du CRO, la TROVEPO poursuit son travail contre la pauvreté

Cahier de revendications

En 2005, les membres de la TROVEPO se dotent d'un cahier commun de revendications. Modeste au début (deux revendications articulés autour des articles 9 et 11 du PIDESC et portant sur l'assurance chômage et l'aide sociale), le Cahier s'est progressivement élargi à près d'une trentaine de revendications en 2012.

Les revendications sont organisées autour des articles du PIDESC (droit à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant, etc.)

Fond « Appui aux luttes »

Depuis 2005, la TROVEPO facilite la mobilisation des membres aux luttes sociales, en mettant à leur disposition annuellement un Fond d'appui aux luttes de 3000$.

sur sa propre base. Dans ce sens, la production du *Cahier noir sur l'accessibilité des services dans les Centres locaux d'emploi* (2011) est particulièrement à noter.

Droit au chômage : En 2005, le MAC-O ferme définitivement ses portes. La TROVEPO / RVO est à l'origine de deux tentatives de remettre le groupe sur pied (2008 et 2012). La dernière aboutit avec la création du groupe *Action Chômage Outaouais* à l'automne 2013. Par ailleurs, la TROVEPO accueille, et héberge même, la Marche des chomeurEUSES (2006). En 2013, le regroupement est au cœur de la résistance régionale montée par le RVO au projet de réforme Findley du programme d'assurance chômage.

La lutte des femmes

La **lutte des femmes** fait partie du décor de la TROVEPO depuis toujours. D'ailleurs, même si l'AGA a formellement voté la féminisation de toutes les communications du regroupement en 2012, la préparation de ce recueil historique permet de rappeler que la pratique d'une féminisation des textes est déjà bien implantée dans les années 1980. De même, dans le *Bottin Agenda de 1984*, on retrouve des annonces pour les activités du 8 mars au Mouvement Action-Chômage de Mont-Laurier (« Ménagères et travailleuses : un même combat ») et ailleurs dans la région. On note une mobilisation des femmes de la TROVEPO à la marche pour *Du pain et des roses* (1995) et la première Marche mondiale *contre la pauvreté et la violence faite aux femmes* (2000). La création du premier *Comité femmes* de la TROVEPO (2004) découle d'une préoccupation des femmes de préparer et de mobiliser autour des revendications portées par la Charte mondiale des femmes (2004). Ce même comité joue un rôle important dans la création Comité régional de la Marche mondiale des femmes, une coalition inter syndical, communautaire et féministe.

La campagne du coquelicot blanc.

En 2012, la TROVEPO s'engage pour la première fois dans la **campagne du coquelicot blanc**. Cet engagement fait suite à une consultation importante au sein des groupes sur la question de la militarisation croissante d'un Canada sous le contrôle du gouvernement du Parti conservateur.

La lutte pour le maintien de l'autonomie et le financement

Enfin la lutte pour la reconnaissance et le financement nécessaires pour permettre aux membres de poursuivre leur travail de transformation sociale demeure dans l'actualité de la TROVEPO à la suite de l'adoption de la PRAC. N'étant plus un dossier prioritaire du regroupement, la TROVEPO poursuit quand même son implication auprès des groupes de défense collective des droits de la région. De façon plus générale, elle suit de près le déploiement de la PRAC, dont les retombées visent l'instrumentalisation et la dépolitisation du milieu communautaire. Nulle part cette tendance est-elle plus visible que par l'arrivée de la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) dans l'Outaouais. Pendant plusieurs années, l'Observatoire Fondation Chagnon (2008) de la TROVEPO s'avère un outil indispensable pour suivre les activités de cette fondation, figure de proue de la nouvelle approche partenariat public-privé dans le champ de l'intervention sociale, qui confond des priorités d'une famille privée aux politiques sociales de l'État.

L'éducation populaire autonome au 21e siècle

Née d'une volonté de promouvoir l'éducation populaire autonome, ce volet demeure toujours au cœur des préoccupations de la TROVEPO. Plusieurs initiatives en éducation populaire autonome sont déjà notées dans ce recueil : la campagne tomate, les formations sur la pauvreté données au CRO, des sessions sur la PRAC, le Certificat en défense des droits…

De cette préoccupation découle une initiative de formation qui existe depuis 2008. *« Bienvenue dans le merveilleux monde du communautaire »* répond au constat que le milieu communautaire fait bien des choses de façon excellente, mais il transmet très mal sa propre histoire. Cette formation, qui s'adresse aux personnes qui arrivent dans le milieu (travailleurEUSEs, membres de

CA, stagiaires…), tente de combler un peu ce besoin.

Dans le même sens, le projet de société auquel la TROVEPO aspire est démocratique et est aussi porté par des organisations démocratiques. On retrouve donc dans l'offre de formation permanente du regroupement une préoccupation de former les conseils d'administration des membres. *« Quand la loi rencontre la tradition »* est la session permanente de la TROVEPO qui porte sur les rôles et pouvoirs d'un conseil d'administration qui existe depuis 2002. Pour refléter une nouvelle conjoncture, la session sera renouvelée n en 2014.

Comme le présent recueil en témoigne, la TROVEPO porte une préoccupation pour l'histoire populaire. D'ailleurs, un principe en ÉPA veut que l'histoire soit quelque chose que nous faisons et non pas quelque chose que nous subissons. Prendre le temps de l'écrire et de se la raconter est un moyen sûr d'en saisir le sens et la direction fort éclairante pour nous aujourd'hui, de garder le cap et une mémoire vivante de toutes ces personnes qui l'ont d'abord écrite et l'écrivent encore dans des actions collectives avec une volonté de léguer un monde meilleur. Et si ce n'est pas nous qui l'écrivons, elle passera à l'oubli ou sera récupérée par d'autres « écrivainEs » qui sont loin ou opposés au sens de ce qu'elle porte.

Actions créatrices entreprises par la TROVEPO

- Danse carré devant le Casino du Lac Lemay, avec le CRO (pour protester contre les politiques de réingénierie du gouvernement Charest)
- Fermeture du Casino , avec le RVO (pendant quelques heures, 1e anniversaire du gouvernement Charest)
- ManifestantEs déguiséEs en policiers, avec le RVO (pour protester contre les policiers déguisés en manifestants, Montebello)
- Expulsion de Jean Charest (ou quelqu'un qui lui ressemblait) du Gite-Ami au temps de Noël;
- « Tomate Académie », avec « Julie Snyder » en vedette, campagne tomate

Sigles des groupes

Les groupes membres de la TROVEPO

- ACEF – Association coopérative en économie familiale
- ADDS - Association pour la défense des droits sociaux
- CAF - Centre d'animation familiale
- CCSN-O – Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais
- GEF – Groupe Entre-Femmes
- JOC – Jeunesse Ouvrière Chrétienne
- MAC –O – Mouvement action-chômage de l'Outaouais
- RDAS – Regroupement de défense des assistées sociaux (Mont-Laurier – autrefois le MAC-Mont-Laurier)

D'autres sigles dans le recueil

- AGA – Assemblée générale annuelle
- CPRO – Comité populaire régional de l'Outaouais
- CRO – Collectif régional de l'Outaouais pour un Québec sans pauvreté
- ÉPA – éducation populaire autonome
- FIQ - Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (un syndicat)
- FRAPRU - Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain
- MÉPACQ – Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
- MEQ – ministère de l'Éducation du Québec
- OGM – organisme modifié génétiquement
- OVEP – organisme volontaire d'éducation populaire
- PRAC – Politique de reconnaissance d'action communautaire
- PSÉPA – programme de soutien à l'éducation populaire autonome
- RVO – Réseau Vigilance Outaouais
- TROVEPO – Table ronde des OVEP de l'Outaouais
- ZLEA - Zone du libre échange (une proposition d'accord commercial)

Les membres de la TROVEPO au fil du temps (1973 – 2013)

1973	1975	1983	1993	2003	2013
1. ACEF 2. CAF 3. Chantier Éducatifs 4. Dispensaire des Citoyens de l'Île de Hull 5. Garderie populaire 6. MTC 7. SAC 8. R.C.C.H	1. ACEF 2. ACRO 3. AESOQ 4. Association de Planning 5. CAF 6. CFVO 7. CRIFO 8. CSN 9. Carrefour-famille 10. Centre d'accueil et de dépannage de Pte-Gatineau 11. Centre de dépannage de Wolf-Lake 12. Chantiers Éducatifs de l'Outaouais Inc. 13. Clinique Juridique populaire de Hull 14. Communauté Portugaise 15. D&P 16. Éducation des Adultes Pontiac 17. Garderie Populaire 18. Jeunes Travailleurs 19. Journal Populaire 20. Petites Sœurs 21. Pontiac-Presse 22. RCCH. 23. SEAPAC 24. SOF 25. Service d'Information	1. ACEF 2. ADDS de Hull 3. ADDS du Pontiac 4. Association des Parents-Uniques Gatineau-Hull 5. AQDR 6. CAF 7. Centre d'Artisanat d'Otter Lake 8. Centre de dépannage de Wolf-Lake 9. Centre de la Petite Enfance 10. Comité d'Éducation, CCSN-O 11. Comité des travailleurs accidentés de l'Outaouais 12. Comptoir St-Pierre 13. Conseil de la santé et sécurité agricole 14. CH Côté-Ville de Gatineau 15. CH St-Louis 16. CF Brunet (Mont-Laurier) 17. CF de l'Outaouais 18. D&P 19. Dispensaire des Citoyen-ne-s de L'Ile de Hull 20. Domaine de la Tortue 21. Garderie Alakazou 22. Garderie aux Petits Lurons 23. Garderie Populaire de Hull (Le Baluchon) 24. L'Organisation pour la défense des droits sociaux (OPDS) de la Petite-Nation	1. ACEF 2. ADDS de Hull 3. AQDR de Gatineau 4. ASEC Haute-Gatineau 5. CAF 6. Centre d'artisanat d'Otter Lake 7. Centre de la Petite Enfance 8. Développement et Paix 9. Dispensaire des Citoyens 10. Garderie Aux Trois Pommes 11. Garderie Ciboulette 12. Garderie Ile des Enfants 13. GEF 14. JOC 15. Logemen'occupe 16. MAC-O 17. MTC 18. RDAS Mont-Laurier	1. Action Santé Outaouais (Autrefois la Dispensaire des citoyens) 2. ADDS de Hull 3. AQDR 4. ASEC Haute Gatineau 5. CAF 6. Centre d'Artisanat d'Otter Lake 7. Centre de la Petite Enfance 8. Comptoir St-Pierre 9. CF Brunet (Mont-Laurier) 10. CPE Alakazou 11. CPE Ciboulette 12. CPE Ile des Enfants 13. CPE Le Baluchon 14. CPE Trois-Pommes 15. GEF (secteur Hull) 16. JOC 17. MAC-O 18. Manne du Jour (Mont-Laurier) 19. MTC 20. RDAS Mont-Laurier **Membres solidaires** 21. CCSN-O 22. D&Paix	1. ACEF-O 2. Action Santé Outaouais 3. Actions Quartiers 4. ADDS 5. AQDR-O 6. ASEC Haute-Gatineau 7. Association de l'Ouïe de l'Outaouais (ADDO) 8. Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais (APHVO) 9. CAF 10. Centre Actu-Elle 11. Centre communautaire Entre-Nous 12. GEF-O 13. Groupe communautaire Deschênes 14. L'Antre-Hulloise inc. 15. Le Gîte ami 16. Logemen'occupe 17. Maison communautaire Daniel-Johnson 18. Maison de l'Amitié de Hull 19. MTC 20. RDAS Mont-Laurier) 21. Vent dans les lettres

	de Hull 26. Services aux Étudiants du CEGEP	25. Les Chantiers Éducatifs 26. Logemen(t) occupe 27. MAC-O 28. MAC de Mont-Laurier 29. MTC 30. Projet québécois pour le désarmement 31. RDAS Mont-Laurier			**Membres solidaires** • Centre d'activités préscolaire et familiales (autrefois le Centre de la petite enfance) • D&P

Sigles

- ACEF – Association coopérative en économie familiale
- ADDS - Association pour la défense des droits sociaux
- AQDR - Association québécoise pour la défense des droits des retraitéEs et des pré-retraitéEs
- ASEC – Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau
- CAF - Centre d'animation familiale
- CCSN-O – Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais
- CF – Coopérative funéraire
- CH – Coopérative d'habitation
- CPE – Centre de la petite enfance
- D&P – Développement et paix (Outaouais)
- GEF – Groupe Entre-Femmes
- JOC – Jeunesse Ouvrière Chrétienne
- MAC – Mouvement assurance-chômage
- MTC – Mouvement des travailleurEUSEs chrétienNEs
- RDAS – Regroupement des droits des assistés sociaux (Mont-Laurier)

Remerciements

L'année 2013-2014 marquait le quarantième anniversaire de la TROVEPO. Trois activités différentes ont souligné l'évènement :

- *On s'donne un moment pour s'raconter des histoires*, la journée annuelle sur les pratiques (21 mars 2014). Un cahier synthèse de cette activité, qui comprend un quizz sur l'histoire de la TROVEPO, est disponible sur le site Web.

- Soirée musicale avec Pierre Fournier et Break syndical, l'activité culturelle annuelle (2 avril 2014)

- La production de *La Petite histoire de la TROVEPO : 40 ans de lutte* (paru en septembre 2014)

Sans ordre d'importance, nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin dans la réalisation de ces activités : ceux et celles qui ont participé à des comités de travail, qui sont au comité exécutif de la TROVEPO ou qui ont fait la lecture des textes.

Guy Fortier – Nicole Grenier-Duguay – Paulette Beaudry – Bill Clennett – Meghan Lewis – Mélanie Sarazin – David Clément – Rachel Larocque – Rachel Hachey – Vincent Greason – John Graham – Danièle Beaudry –Jérémy Favreau – Éloi Bureau – Colette Paré – François Roy – Lucie Touchette

La TROVEPO : un lieu de formation sérieuse (2003) …

… et moins sérieuse. Barbie (ou Luv pour les filles un peu plus connaissantes) a pris un virage féministe en 2012, ayant visité un Centre de femmes, une Maison de quartier, une taverne, des policiers... Le tout a été enregistré dans les pages du Petit lundi.

Mais le Petit lundi… c'est une toute autre histoire!

La Table ronde des OVEP de l'Outaouais
115 boul. Sacré-Cœur,
Gatineau, QC J8X 1C5

819-771-5862
www.trovepo.org
membre du MÉPACQ